

LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

L'emploi, chantier n°1 de la gauche!



Les chiffres du chômage pour le mois d'août viennent d'être publiés.

Le Parti socialiste se réjouit d'une bonne nouvelle pour les Français et pour notre économie : pour la première fois depuis avril 2011, une forte baisse des demandeurs d'emploi a eu lieu, soit 50 000 demandeurs d'emploi de catégorie A en moins. Les fins de CDD, les fins d'intérim et les licenciements économiques sont en recul, signe d'une reprise de l'activité économique. La baisse du chômage des jeunes se poursuit pour le 4^{ème} mois consécutif. Ces chiffres en amélioration montrent que le président de la République a fait les choix stratégiques dont notre pays avait besoin. Ils résultent de la volonté politique forte et de la mobilisation totale pour l'emploi de la part de François Hollande : emplois d'avenir, emplois francs, contrats de génération et crédit d'impôt compétitivité emploi continuent de monter en puissance pour atteindre les objectifs fixés. Le 60 000^{ème} emploi d'avenir vient d'être signé. Par ailleurs, 30 000 formations supplémentaires vont être lancées avant la fin de l'année pour satisfaire les demandes de main d'œuvre dans les secteurs en tension.

Les mesures prévues dans la loi de finance 2014 en direction des PME témoignent de la détermination du gouvernement à faciliter l'embauche dans ces entreprises. Il faut absolument poursuivre l'effort. La politique de l'emploi du gouvernement vise autant l'efficacité à court terme que le retour d'une croissance durable et riche en emplois dans le long terme. En dépit des commentaires cyniques de la droite, la politique volontariste de soutien à l'emploi fait reculer le chômage, soutient la consommation, redonne de l'espoir aux Français et conforte la reprise. L'emploi restera le chantier numéro un de la gauche. Nous appelons toutes les forces économiques et sociales du pays, les élus et les collectivités locales à continuer de se mobiliser pour amplifier le mouvement de reprise de l'emploi et faire reculer le chômage.

Harlem Désir,
Premier secrétaire du Parti socialiste
Jean-Marc Germain,
secrétaire national au Travail et à l'Emploi

L'AGENDA

5 octobre

► Forum
*La République
face aux extrémismes*
Paris, gymnase Japy

10 et 17 octobre

► Vote en section des candidats
aux municipales

PRIMAIRES CITOYENNES

Les 13 et 20
OCTOBRE 2013
C'EST VOUS QUI
DÉCIDEZ!

À Aix-en-Provence,
Béziers,
Le Havre,
Marseille

Oui, ça change!

Les journées parlementaires ont été l'occasion de réaffirmer l'importance des réformes déjà menées lors de cette première année de mandat, notamment celle des retraites et la lutte contre le chômage.



Retraites : une réforme de gauche

Michel Issindou, rapporteur du projet de loi sur les retraites à l'Assemblée nationale compare ce qui est fait en 2013 par la gauche à la réforme Fillon de 2010. Sur la forme, « notre méthode est celle de la concertation, qui a débuté il y a un an ». Sur le contenu, fini la brutalité du report de l'âge légal sans distinction, « nous menons une vraie réforme de gauche qui rétablit l'équilibre en assurant la justice ». Pour Christiane Demontès, rapporteur au Sénat, « cette réforme va sans le sens de l'égalité entre les hommes et les femmes ». Le projet de réforme vise à corriger les injustices, par exemple en reconnaissant la pénibilité du travail de certains. « Ce qui est juste, c'est de demander des efforts partagés, adaptés aux parcours de vie, explique la ministre Marisol Touraine. Reculer l'âge de la retraite c'est une injustice, car ce sont ceux qui ont commencé à travailler le plus tôt qui travaillent le plus longtemps. Nous adaptons les efforts pour tenir compte de la pénibilité, de la maternité. Ce sont des avancées historiques ! ». Pour la ministre, cette réforme est « robuste et durable ». « Nous la faisons pour toute la société, notamment pour les jeunes. Car nous ne voulons pas qu'ils

> **Jean-Marc Ayrault** « Nous serons jugés sur nos résultats, et ils sont à notre portée. En un an, nous avons mené de nombreuses réformes. Oui, nous demandons des efforts aux Français, mais c'est pour éviter des sacrifices encore plus grands. J'assume d'avoir été obligé d'augmenter les impôts. Nous avons renoncé à augmenter la CSG, nous avons réindexé l'impôt sur le revenu et créé une décôte pour éviter aux bas salaires d'entrer dans l'impôt sur le revenu. L'objectif est la stabilité des prélèvements obligatoires. Nous y serons en 2015. La question est aussi de savoir à quoi sert l'impôt, est-il juste. Notre mission est de l'utiliser pour assurer la gratuité de l'école publique, des soins pour tous, pour financer des investissements d'avenir ! Il n'y a pas de justice sans redistribution. La réforme des retraites n'est pas juste financière, c'est une réforme de justice sociale, c'est un modèle de solidarité entre les générations. Les mêmes valeurs nous ont conduits à sauver le modèle français de la politique familiale, en créant 275 000 places supplémentaires d'accueil pour les enfants, en facilitant l'entrée dès 2 ou 3 ans à l'école maternelle. Et sans remettre en cause l'universalité des allocations.

À chaque décision, nous voulons renforcer la justice et l'égalité. Notre but est de redresser l'économie, de gagner la politique de l'emploi. Nous avons une politique, il faut la revendiquer. »

> **Harlem Désir** « Nous pouvons aller vers une meilleure synergie entre le parti, les élus, le gouvernement, comme nous l'avons fait par exemple lors de la réforme des retraites. Arrêtons de critiquer nos propres réformes sitôt qu'elles voient le jour. Nous menons une vraie politique de gauche. Il suffit de voir l'ordre du jour de

n'aient le choix qu'entre une toute petite pension ou un système privatisé. »

Michèle Delaunay lie la question de la réforme des retraites au futur projet de loi sur la dépendance. « La retraite dure aujourd'hui 30 ans, il est nécessaire d'adapter la société à la question de l'autonomie ». Et de plaider en faveur du développement de la « silver économie », soit « l'économie au service de l'âge et de l'autonomie ». « Cela peut représenter 0,25 point de croissance », rappelle la ministre.

Tous mobilisés pour l'emploi

Dans la bataille pour l'emploi, « il est nécessaire d'aider les PME et les TPE, juge Martial Bourquin. Dans l'industrie notamment, là où les grands groupes suppriment des emplois, les PME et les TPE en créent. » D'où un nécessaire travail sur les taxes, 8 % en moyenne pour les grands groupes, 33 % pour les PME, et les délais de paiement. Un article de la loi consommation propose justement de les réduire. Pour Benoît Hamon, l'économie sociale et solidaire « est un modèle économique plus résilient en temps de crise ». En effet, l'ESS concerne les entreprises non lucratives, dont une partie des bénéficiaires est forcément réinjectée dans l'entreprise. Le problème, c'est que certains de ces emplois sont en danger, « notamment dans les associations, dont les subventions ont fortement diminué ces dernières années », note le ministre. Pourtant l'ESS « doit contribuer à l'objectif principal du gouvernement : inverser la courbe du chômage ».

Arnaud Montebourg rappelle lui que les 34 plans industriels, présentés avec le président de la République, il y a quinze jours permettent de faire travailler ensemble l'État, les entreprises, les collectivités locales... afin « d'arriver à une mobilisation nationale » pour favoriser la réindustrialisation de la France.

la rentrée : l'égalité femmes-hommes, le logement, les droits du consommateur, la protection des sites menacés de fermeture... Nous avons besoins d'une gauche qui rassemble, qui est pleinement mobilisée. »

> **Claude Bartolone** « Nous devons mener la bataille idéologique. La gauche est la gauche parce qu'elle tient un discours de vérité, même sur la fiscalité. Impôt, ce n'est pas un gros mot. Cela permet d'avoir des profs, des policiers, d'investir pour les projets d'avenir... La gauche porte au cœur la question sociale, en particulier celle de l'emploi. »

> **Jean-Pierre Bel** « Je souhaite un bicaméralisme renoué, qui renforce les pouvoirs de nos assemblées, qui leur donne le même rôle, les mêmes compétences, une compétence législative générale, et qui permette au Sénat, d'avoir une vision prospective, à long terme, parce qu'il serait détaché de la dictature de l'immédiateté. »

> **Bruno Le Roux** « Ce que nous faisons doit être expliqué, cela doit donner du sens. Les emplois d'avenir, par exemple, rendent de l'espoir à des jeunes qui n'en n'avaient plus. Nous devons rappeler que ce que nous faisons donne des résultats. »

> **François Rebsamen** « Notre rôle, c'est d'assumer ce que nous avons fait. Si nous n'y croyons pas nous même qui va le faire ? C'est à nous d'expliquer et de convaincre. » « La grande inconnue du mois de mars, c'est le score du FN. Même François Fillon s'y est mis pour faire sauter les digues. Mais notre meilleur rempart, c'est l'implantation, la proximité de nos élus locaux. »

Lueur d'espoir sur l'acier



François Hollande est retourné à Florange sur le site de l'usine ArcelorMittal. Il s'est entretenu avec les salariés pendant près de deux heures, ceux-là même qui ont subi de plein fouet l'arrêt des hauts fourneaux. Le président de la République n'était pas venu les mains vides en Lorraine puisqu'il a annoncé la création d'un centre de recherche sur l'acier de demain débloquent une enveloppe de 20 milliards d'euros. Pour s'assurer des avancées du projet à vocation mondiale, François Hollande a fait la promesse aux syndicalistes de revenir tous les ans à Florange.

ACTUALITÉ GOUVERNEMENTALE

Un budget pour la croissance et l'emploi



Un adjectif est revenu souvent mercredi lors de la présentation du projet de loi de finances 2014 celui de « durable ». Qu'il ait été prononcé par Pierre Moscovici ou par Bernard Cazeneuve, la loi de finances 2014 compte asseoir l'ajustement des comptes publics ainsi que le soutien au pouvoir d'achat

dans le temps. Pas de coup de barre brutal donc dans les comptes publics ou au portefeuille des entreprises et des ménages. Au contraire, le pilotage a été finement réalisé. « Il s'agissait d'éviter un tour de vis qui aurait déprimé l'économie et les Français a commenté Pierre Moscovici, nous menons une politique crédible et solide. Je ne supporte pas le french bashing sur l'économie française. L'économie française mérite qu'on lui fasse confiance ». Le Haut conseil des finances publiques a d'ailleurs jugé le scénario élaboré par Bercy « sincère et plausible », avec des prévisions de croissance de 0,1 % en 2013 et 0,9 % en 2014, Bercy a donc fait le choix « de la prudence et de la confiance » a rappelé le ministre de l'Économie, espérant au final « faire mieux et avoir de bonnes surprises ». « Notre stratégie fiscale favorise la croissance pour les entreprises et les ménages » a résumé Bernard Cazeneuve, ministre délégué au

Budget. La réduction des déficits publics se poursuit donc, et devrait atteindre 3,6 % en 2014. « C'est un budget pour l'économie, un budget d'économies » a qualifié Pierre Moscovici. Quinze milliards d'économies seront ainsi réalisées, 9 milliards sur le budget de l'État et des collectivités territoriales et 6 milliards pour les organismes sociaux. De l'inédit, fruit de « discussions serrées avec les membres du gouvernement pour que les économies soient durables dans un contexte où l'argent public sera durablement rare », a détaillé Bernard Cazeneuve. Pas de coup de rabot à l'aveugle donc mais des réformes de structure, des regroupements, des mutualisations. « Les priorités du président de la République comme l'éducation, l'enseignement supérieur, la justice et la sécurité voient leur financement consolidé avec des budgets en hausse et des créations de postes » a rappelé Harlem Désir, Premier secrétaire du Parti socialiste saluant un budget « résolument tourné vers l'emploi et la croissance ».

Comme annoncé il y a une quinzaine de jours, les prélèvements obligatoires resteront stables, il n'y aura donc pas d'impôts nouveaux pour les ménages. Mieux, la réindexation du barème de l'impôt sur le revenu est une vraie mesure en faveur du pouvoir d'achat des Français, elle sera accompagnée d'une décote pour les plus modestes. Les entreprises verront l'arrivée à maturité du Cice (à 6 % en 2014), la suppression de l'imposition forfaitaire annuelle et son remplacement par une contribution de 1 % sur l'excédent brut d'exploitation. « Ce que nous faisons agira pour la croissance, la compétitivité, pour le redressement de notre appareil de production, pour les entreprises et pas contre elles, a conclu Bernard Cazeneuve. Il y a des mesures pour les ménages, pour redresser nos comptes, et pour financer nos priorités que nous devons assumer. Ce budget est avant tout un budget pour la croissance et pour l'inversion durable de la courbe du chômage ».

PRIMAIRES MARSEILLE

Objectif Municipales



Les 13 et 20 octobre prochains auront lieu des Primaires citoyennes à Marseille pour désigner le ou la futur-e candidat-e aux élections municipales de mars 2014. Harlem Désir s'est rendu dans la cité phocéenne pour soutenir les candidat-e-s, Samia Ghali, Christophe Masse, Eugène Caselli, Marie-Arlette Carlotti, Henri Jibrayel et Patrick Mennucci.

MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'EMPLOI



EMPLOIS D'AVENIR

50 000 jeunes ont trouvé un emploi et une formation depuis le lancement des emplois d'avenir.

→ **L'OBJECTIF** des 100 000 emplois signés sera tenu à la fin de l'année.

François Hollande
Dunkerque | 23 juillet 2013

« Pour l'emploi des jeunes, il y a une mobilisation qui doit être générale. »



CONTRATS DE GÉNÉRATION

Embaucher un jeune en CDI et conserver un senior dans l'emploi, c'est le contrat de génération.

→ **8 000** ont déjà été signés. L'objectif est de passer le cap des 75 000 en mars 2014.

François Hollande
Blois | 4 mai 2013

« Ce tutorat permettra de préserver des savoir-faire et d'intégrer des jeunes dans la vie professionnelle. »



EMPLOIS FRANCS

Donner une chance et un CDI à un jeune de moins de 30 ans qui habite dans une zone urbaine sensible, c'est le système des emplois francs lancés en juillet.

→ **Les emplois francs passeront de 2 500 à 5 000 POUR CETTE ANNÉE, puis 10 000 sur trois ans.**

François Hollande
Clichy-sous-Bois | 31 juillet 2013

« C'est une mesure anti discrimination pour que ces jeunes qui viennent de zones regardées comme parfois posant des problèmes puissent avoir une chance. »



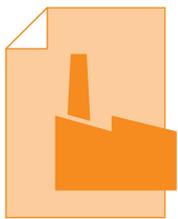
EMPLOIS NON POURVUS

Pour que les emplois non pourvus du bâtiment, de la restauration, des services à la personne, d'autres métiers encore, trouvent preneurs, le gouvernement a **débloqué des fonds pour former les chômeurs intéressés par ces secteurs d'activité**

→ **30 000 FORMATIONS** seront ainsi financées d'ici la fin de l'année, 70 000 en 2014.

François Hollande
Auch | 3 août 2013

« C'est une urgence et un enjeu de croissance. Il s'agit de permettre à des chômeurs et à des entreprises de pouvoir enfin se trouver. »



COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES

Le CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi), la loi de sécurisation de l'emploi et la Banque publique d'investissement (BPI) **renforcent les entreprises, et d'abord les PME, pour embaucher, innover, exporter.**

→ **42 MILLIARDS D'EUROS** pour la croissance et l'emploi, avec la Banque publique d'investissement.

François Hollande
Dunkerque | 23 juillet 2013

« S'il n'y a pas d'activité, s'il n'y a pas d'investissements, s'il n'y a pas de compétitivité, nous ne pourrons gagner la bataille pour l'emploi. »

Les propositions anti-sociales de la droite

- > supprimer la durée légale du travail
- > supprimer les 35h
- > supprimer la représentation syndicale dans les entreprises de 50 à 75 salariés
- > supprimer le RSA

FRANÇOIS HOLLANDE A FAIT DE L'INVERSION DE LA COURBE DU CHÔMAGE UN OBJECTIF PRIORITAIRE. AVEC LA GAUCHE, LA RENTRÉE 2013, C'EST LA MOBILISATION GÉNÉRALE POUR L'EMPLOI.